

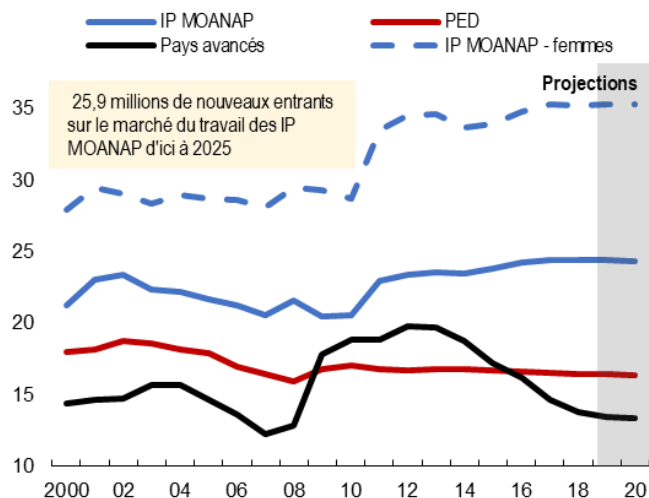
## 2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : gérer les vulnérabilités lorsque les perspectives économiques sont incertaines

La croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait rester relativement modeste, limitée par des rigidités structurelles persistantes. Le niveau élevé de la dette publique dans de nombreux pays limite l'espace budgétaire nécessaire pour des dépenses sociales et infrastructurelles clés, et expose l'économie des pays à la dégradation des conditions financières. Les perspectives restent assombries par la montée des tensions commerciales mondiales et par l'incertitude sur les marchés financiers. Les tensions sociales s'accroissent dans de nombreux pays, car le chômage reste élevé et les conditions socioéconomiques se détériorent. Il convient de procéder sur la durée à un rééquilibrage budgétaire favorable à la croissance afin de reconstituer les amortisseurs et d'améliorer la résilience. De même, les autorités devront intensifier les réformes structurelles et liées à la gouvernance afin d'améliorer la compétitivité, de stimuler l'investissement privé et de créer des emplois. Le renforcement de l'intégration régionale contribuera également à soutenir la croissance à moyen terme.

### Pallier les vulnérabilités à court terme et les défis à moyen terme

La croissance du PIB réel dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait rester modérée en 2019, en raison de la dégradation de l'environnement extérieur, mais aussi de facteurs intérieurs. Elle devrait accélérer légèrement sur le moyen terme, mais reste limitée par des rigidités structurelles persistantes dans de nombreux pays. Elle est aussi trop faible pour réduire efficacement le chômage, car les pressions démographiques augmentent. Le chômage reste particulièrement élevé chez les jeunes (24,4 % en 2018) et les femmes (18,9 % en 2018) dans la région. La participation des femmes au marché du travail reste aussi très faible (26 % en 2018) (graphique 2.1). Les tensions sociales se sont accentuées dans de nombreux pays de la région (encadré 2.1) et les efforts de rééquilibrage budgétaire, ainsi que l'avancement poussif des réformes structurelles, ont pesé sur les conditions socioéconomiques.

Graphique 2.1.  
Taux de chômage chez les jeunes  
(pourcentage de la main-d'oeuvre)



Sources : Organisation internationale du travail ; indicateurs clés du marché du travail ; calculs des services du FMI.

Note : PED = pays émergents et en développement. IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan, et Pakistan.

Dans le même temps, la dette publique a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, ce qui restreint les options pour traiter ces problèmes. Les risques à court terme liés au niveau d'endettement élevé sont accentués

par des perspectives de croissance moins favorables et des conditions financières mondiales plus volatiles, en particulier parce qu'un important volume de dette libellée en devises étrangères arrivera à échéance au cours des prochaines années. De plus en plus, les dirigeants doivent trouver le juste milieu entre la reconstitution des amortisseurs pour renforcer la résilience face aux risques à court terme, alors que la dynamique de la dette devient moins favorable, et la résolution des problématiques liées à la croissance.

### Une croissance toujours aussi modeste et inégale

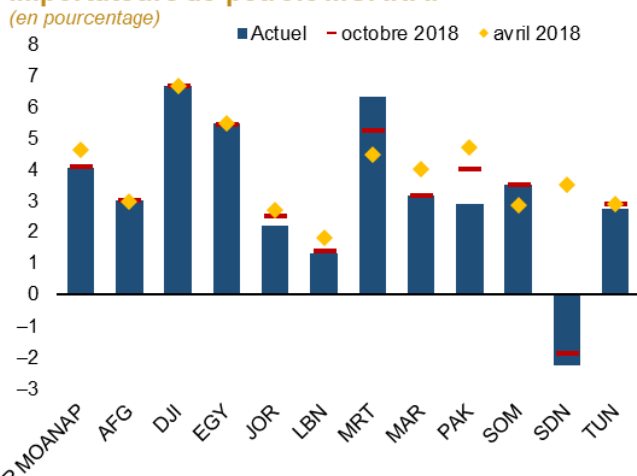
Nonobstant des disparités considérables dans la région, la croissance du PIB réel dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait ralentir de 4,2 % en 2018 à 3,6 % en 2019, avant de rebondir à 4,3 % au cours de la période 2020–23 (graphique 2.2). Le taux de croissance global de la région pâtit cette année du ralentissement de la croissance au Pakistan, qui va passer de 5,2 % en 2018 à 2,9 % en 2019 sous l'effet d'importants déséquilibres macroéconomiques et de difficultés liées à

l'ajustement en cours des politiques. Les perspectives de la croissance régionale restent également entravées par la faiblesse de l'investissement privé et des retards dans les réformes destinées à abattre les obstacles structurels persistants au développement du secteur privé.

Les projections de croissance ont été régulièrement révisées à la baisse dans plusieurs pays (Jordanie, Liban, Maroc, Pakistan, Soudan) en raison de la fragilisation de l'environnement extérieur. La croissance régionale pour 2019 avait été évaluée à 4,0 % dans les *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2018, contre 3,6 % dans les projections actuelles.

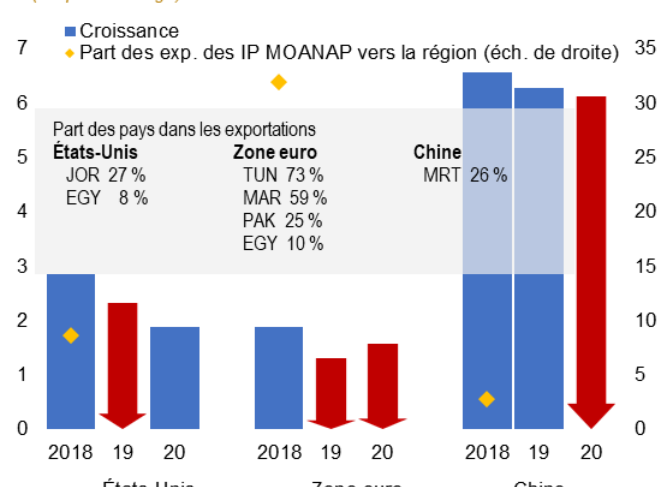
Les aléas restent de nature baissière, les tensions commerciales mondiales obscurcissant les perspectives de croissance chez des partenaires commerciaux stratégiques et augmentant la probabilité d'une montée de l'aversion pour le risque à l'égard des marchés émergents chez les investisseurs. En particulier, l'importante proportion des exportations vers la Chine, l'Union européenne et les États-Unis chez les pays

Graphique 2.2.  
Croissance du PIB réel 2019 des pays importateurs de pétrole MOANAP



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.  
Note : les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Asie centrale, Afghanistan et Pakistan

Graphique 2.3.  
Croissance mondiale et régionale, et parts des exp. des IP MOANAP vers les régions (en pourcentage)



Sources : FMI, base de données sur la répartition géographique des échanges ; base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs des services du FMI.  
Note : les flèches rouges indiquent une révision à la baisse par rapport aux *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* d'octobre 2018. Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO)

importateurs de pétrole de la région MOANAP expose ces pays à des aléas baissiers relatifs à l'affaiblissement de la croissance (Jordanie,

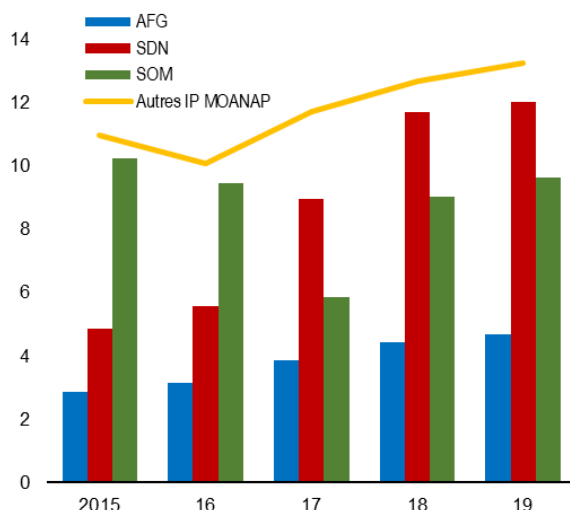
Maroc, Mauritanie, Pakistan, Tunisie, par exemple). La forte dépendance aux revenus du tourisme expose certains pays (Égypte, Jordanie)

### Encadré 2.1. La croissance dans les pays à faible revenu importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP)

Les pays à faible revenu importateurs de pétrole de la région MOANAP restent sous pression, en raison de la persistance des conflits et de la pauvreté (Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Somalie, Soudan, Syrie). Pour certains de ces pays, les vulnérabilités liées à la sécurité constituent un risque encore plus grand que le ralentissement de la croissance mondiale, car le commerce y représente une part moins importante du PIB total que dans les autres pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (voir graphique 2.1.1). Cependant, les envois de fonds constituent une part considérable du PIB de certains des pays à faible revenu (la Somalie, par exemple), ce qui exacerbe les risques liés à l'évolution de la situation mondiale.

La politique budgétaire reste limitée par une mobilisation des recettes insuffisante, malgré quelques progrès en matière de perception de l'impôt. Les pays dépendent fortement de l'aide extérieure et la nécessité d'allouer des fonds aux services publics de base limite la marge disponible pour les dépenses consacrées aux dispositifs de sécurité sociale et aux investissements dans les infrastructures. De plus, le secteur financier en est encore à un stade très précoce de développement. Le crédit en faveur du secteur privé est très faible, car le secteur financier ne dispose pas des capacités nécessaires pour octroyer des crédits et financer les investissements, d'autant plus que les primes sont élevées en périodes de conflits. Ces vulnérabilités, associées à une accélération de la croissance démographique, aux limitations de capacité et aux inquiétudes en matière de sécurité, accentuent le risque de tensions sociales. Par ailleurs, le déplacement des populations exerce une pression sur les pays voisins, confrontés à la difficulté d'accueillir les réfugiés fuyant les zones de conflit (la Jordanie et le Liban, par exemple).

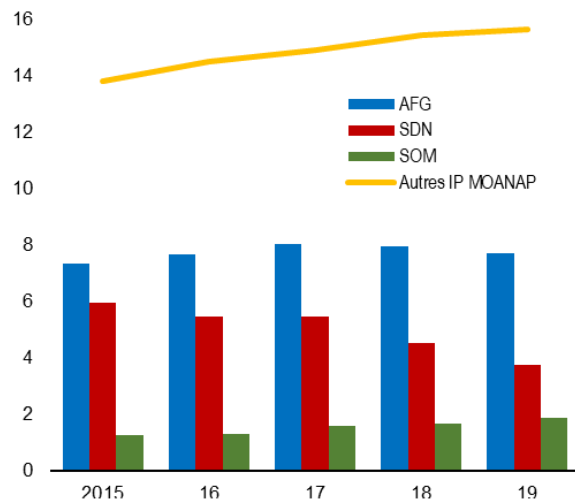
Graphique 2.1.1  
**Exportations de biens**  
(en pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Asie centrale, Afghanistan et Pakistan

Graphique 2.1.2  
**Recettes fiscales**  
(en pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Asie centrale, Afghanistan et Pakistan

à des risques liés au ralentissement de la croissance mondiale (graphique 2.3).

L'incertitude liée aux conflits en cours et les inquiétudes sécuritaires font aussi peser des aléas baissiers sur les perspectives. L'incertitude régionale (Afghanistan, Jordanie, Liban, Somalie, Syrie), les inquiétudes sécuritaires, l'investissement public plus faible que prévu et les importants déséquilibres extérieurs (Liban, Pakistan, Soudan) devraient peser sur les perspectives de croissance à moyen terme (voir encadré 2.1).

### Une baisse des prix du pétrole bienvenue, mais des vulnérabilités extérieures persistantes

Le déficit courant régional devrait diminuer de 6,5 % du PIB en 2018 à 5,9 % en 2019 et 5,2 % en 2020, la baisse des prix du pétrole contribuant à l'amélioration des termes de l'échange pour les pays importateurs de pétrole. Toutefois, même si les déficits courants de l'Égypte et du Maroc devraient baisser à environ 2 % du PIB d'ici à 2020, les déficits extérieurs restent importants dans les autres pays de la région. Dans la mesure où les prix du pétrole devraient rester instables sur fond de persistance des tensions géopolitiques (voir chapitre 1), la durabilité de l'amélioration des termes de l'échange reste incertaine.

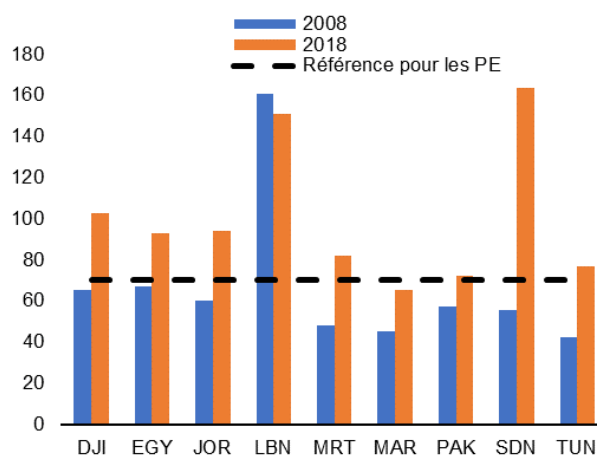
La croissance des exportations de la région devrait ralentir à 7 % en 2019 et 6,5 % en 2020, en raison principalement d'un affaiblissement de la demande chez des partenaires commerciaux stratégiques. La croissance des exportations devrait rester robuste en Égypte (reprise continue après un choc sur le tourisme et nouvelle production de gaz naturel) et accélérer en Jordanie (tourisme et amélioration de l'accès aux marchés grâce à l'ouverture de frontières stratégiques et à des accords commerciaux avec l'Union

européenne) et en Mauritanie (augmentation des exportations de minerai de fer et d'or), mais les exportations devraient se tasser dans les autres pays de la région. L'escalade des tensions commerciales engendre un aléa baissier supplémentaire pour tous les pays de la région. Par ailleurs, si les envois de fonds contribuent à créer un matelas pour les déficits courants dans de nombreux pays (Maroc, Pakistan, Somalie), il existe des aléas baissiers liés à un ralentissement dans les pays émetteurs d'envois de fonds, qui sont pour la plupart en Europe ou membres du CCG.

### Le niveau élevé de la dette publique accentue les risques et limite l'espace budgétaire

Bien que les pays de la région aient pris des mesures pour assainir leurs finances publiques ces dernières années, les ratios de la dette publique ont enregistré une augmentation considérable, de 20 % du PIB en moyenne depuis 2008. La plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP dépassent largement les seuils

Graphique 2.4.  
**Dette publique brute**  
(en pourcentage du PIB)



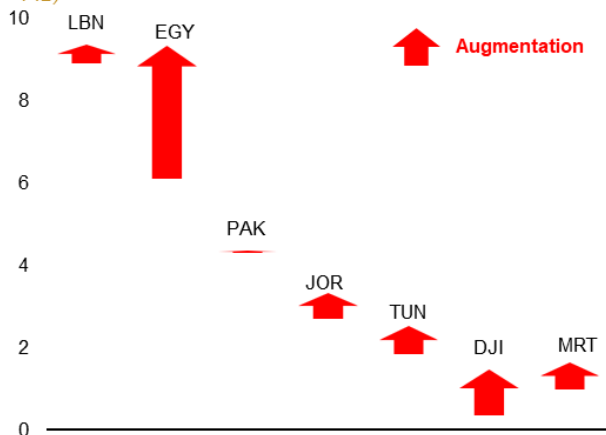
Sources : autorités nationales ; base de données des Perspectives économiques régionales, FMI ; calculs des services du FMI.

Note : les données de Djibouti et de la Mauritanie incluent la dette contractée ou garantie par l'État. Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PE = pays émergents

Graphique 2.5.

**Charges d'intérêts des États**

(variation entre la moyenne 2010–14 et 2018, en pourcentage du PIB)



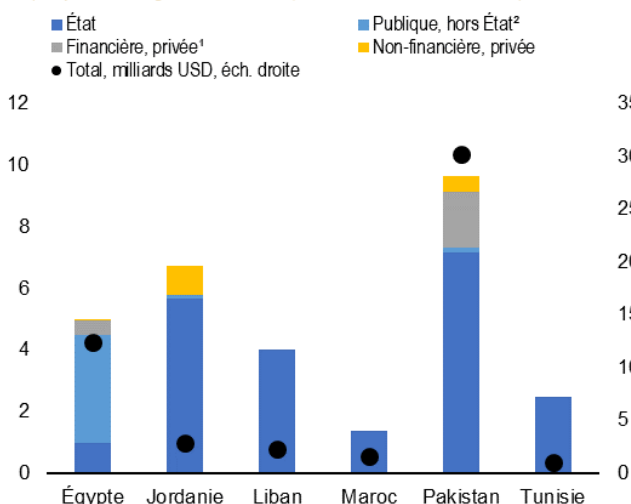
Sources : autorités nationales ; base de données des Perspectives économiques régionales, FMI ; calculs des services du FMI.  
 Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

d'endettement public des marchés émergents<sup>1</sup>, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et le Soudan dépassant 80 % du PIB (graphique 2.4). L'accroissement des emprunts a eu pour conséquence une augmentation des charges d'intérêts, ce qui limite l'espace budgétaire et

Graphique 2.6.

**Échéance de la dette ext. en 2019–20**

(en pourcentage du PIB 2018, sauf indication contraire)



Sources : autorités nationales ; Dealogic ; calculs des services du FMI.  
 Note : <sup>1</sup>financière publique et privée pour l'Égypte.  
<sup>2</sup>Comprend la banque centrale d'Égypte.

<sup>1</sup> L'analyse de la viabilité de la dette du FMI dans les pays ayant accès aux marchés considère que les pays émergents

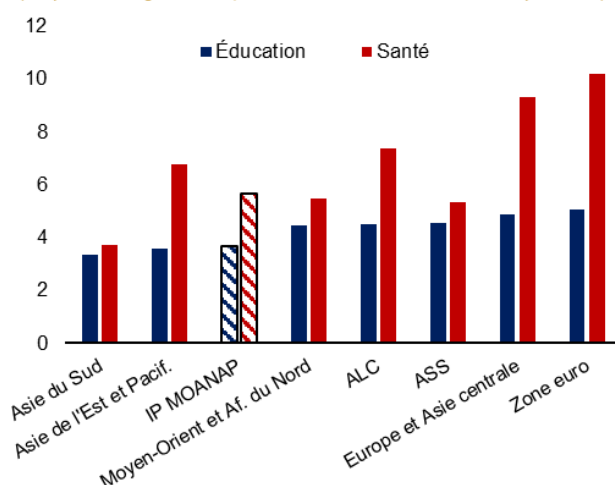
évincent d'autres dépenses prioritaires (graphique 2.5). En outre, de nombreux pays présentent un important volume de dette libellée en devises — quelque 27 milliards de dollars — qui arrivera à échéance dans les deux prochaines années, ce qui les expose au ralentissement projeté de la croissance et à la volatilité des marchés financiers (graphique 2.6). Bien que les pressions directes sur les flux financiers se soient atténuées au cours des derniers mois, les conditions financières mondiales demeurent incertaines et devraient être beaucoup moins favorables qu'au cours des dernières années.

Cela va compliquer la tâche des dirigeants, qui devront concilier, d'une part, la reconstitution des marges de manœuvre afin de renforcer la résilience face aux risques à court terme et, d'autre part, le traitement des problèmes pénalisant la croissance. Le niveau élevé de la dette publique limite les possibilités d'utiliser le levier budgétaire pour compenser l'impact de l'affaiblissement de la demande extérieure sur la

Graphique 2.7.

**Dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la santé**

(en pourcentage du PIB, 2017 ou dernières données disponibles)



Sources : Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; Organisation mondiale de la santé, base de données des dépenses de santé dans le monde.  
 Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes, IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Asie centrale, Afghanistan et Pakistan, ASS = Afrique subsaharienne.

sont exposés à un risque de surendettement plus élevé lorsque la dette publique dépasse 70 % du PIB.



croissance à moyen terme et limite l'espace budgétaire disponible pour moderniser l'infrastructure, investir dans la santé et l'éducation, et créer un dispositif de protection sociale viable, autant d'actions essentielles au soutien de la croissance à moyen terme et à l'apaisement des tensions sociales.

Il conviendra d'intensifier les efforts de rééquilibrage budgétaire afin de reconstituer les amortisseurs, en calibrant ces efforts en fonction des ajustements budgétaires favorables à la croissance. Les pays doivent s'attacher à améliorer l'efficacité des dépenses publiques en les rationalisant afin de préserver l'espace nécessaire pour les dépenses sociales et infrastructurelles. Des dépenses publiques judicieuses en matière de santé, d'éducation et de dispositifs de protection sociale pourraient contribuer à l'apaisement des tensions sociales (graphique 2.7). Il conviendrait de remplacer les subventions, qui bénéficient de façon démesurée à certains segments de la population, (par exemple, les subventions aux combustibles au Soudan et en Tunisie, et les subventions croisées à l'électricité en Jordanie) par des transferts sociaux. De la même manière, la restructuration des entreprises publiques (Égypte, Pakistan) permettrait d'améliorer l'efficacité des dépenses. Les pays où le niveau de perception de l'impôt est faible (Afghanistan, Pakistan, Soudan) disposent également d'une marge considérable pour augmenter leurs recettes. Ils peuvent notamment éliminer les exonérations à l'origine de distorsions, imposer les segments plus riches de la population, par le biais de l'impôt foncier ou de l'impôt sur la fortune par exemple, élargir la base d'imposition et lutter contre l'économie souterraine.

Il existe également une marge de progression indéniable s'agissant de l'efficacité et l'efficacité des institutions publiques, ce qui améliorera la perception de l'impôt et la qualité des dépenses.

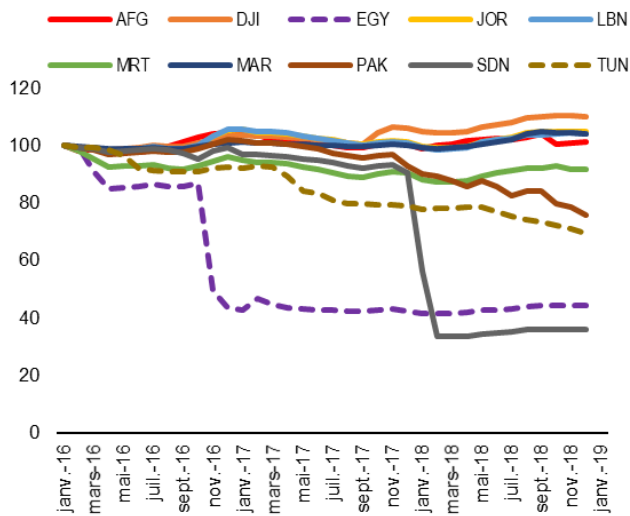
La transparence budgétaire dans la région est faible par rapport aux autres pays émergents, d'où l'importance d'initiatives visant à réduire la corruption et à susciter la confiance des citoyens envers les institutions budgétaires. Le développement de l'utilisation des technologies peut également contribuer à améliorer la conformité aux obligations fiscales ainsi que l'efficacité et la gouvernance des institutions budgétaires (FMI 2017a). Pour optimiser ces bienfaits, il convient de développer la capacité institutionnelle, de faciliter l'accès aux services numériques, et de traiter les inquiétudes liées à la confidentialité et à la cybersécurité.

### **Des marges monétaires limitées malgré une pression inflationniste modérée**

L'inflation régionale devrait augmenter légèrement pour atteindre 11,3 % en 2019, sous l'effet principalement d'une hausse de l'inflation en Égypte (réforme des subventions aux combustibles) et au Pakistan (baisse du taux de change). Dans l'ensemble, l'inflation devrait rester globalement stable, grâce notamment à une baisse des prix de l'énergie : dans la plupart des pays, les projections font état d'une inflation inférieure à 10 % (et à 3 % pour l'Afghanistan, la Jordanie, le Liban et le Maroc).

Les autorités monétaires de la région ayant pour la plupart maintenu des politiques neutres (à l'exception de resserrements en Égypte, au Pakistan et en Tunisie), les marges de manœuvre pour appliquer des politiques monétaires plus accommodantes diffèrent d'un pays à l'autre. La politique monétaire n'a que peu d'influence dans des pays fonctionnant avec un arrimage ou un office de stabilisation des changes (Djibouti, Jordanie, Liban). La flexibilité limitée des taux de change réduit la portée de la politique monétaire et alourdit la charge de la politique de finances publiques. Les pays aux taux de change plus

Graphique 2.8.  
Indice des TCEN  
(janvier 2016 = 100)



Sources : FMI, base de données du système des avis d'information ; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). TCEN = taux de change effectif nominal.

flexibles sont davantage en mesure d'absorber les chocs externes et de préserver leur compétitivité extérieure. Les fluctuations des taux de change fournissent aux autorités un outil d'ajustement supplémentaire lorsque la politique budgétaire et la politique monétaire conventionnelle sont limitées (graphique 2.8). Les importants ajustements arbitraires des taux de change lorsque les pressions s'intensifient sont plus dommageables à terme que la flexibilité.

Pour améliorer la résilience, les autorités doivent également continuer de renforcer les secteurs bancaires, notamment en consolidant les cadres de réglementation et de surveillance et les régimes d'insolvabilité. Lorsque la croissance et les conditions financières sont moins favorables, la fragilité du secteur bancaire peut refaire surface et risquer d'aggraver la pression budgétaire. De nombreux pays (Soudan, Tunisie) doivent s'efforcer de renforcer leurs cadres de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme afin d'éviter de perdre des relations de correspondance bancaire.

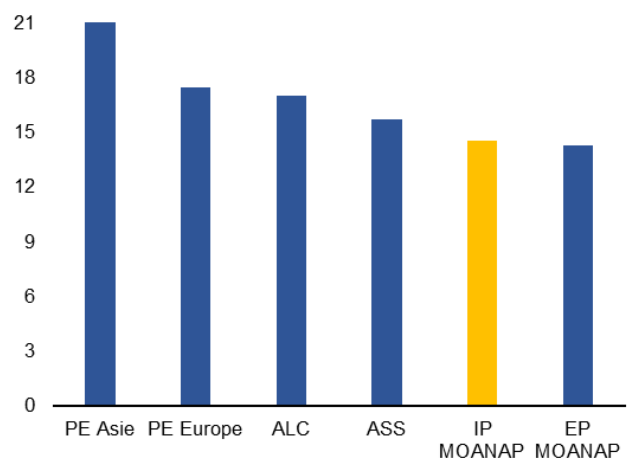
## Priorité aux réformes structurelles pour améliorer les perspectives de croissance

Le fait que l'espace budgétaire et monétaire est limité accentue l'importance de procéder à des réformes structurelles pour améliorer les perspectives de croissance à moyen terme, stimuler la création d'emplois par le secteur privé et améliorer l'inclusion. L'investissement privé dans la région reste plus faible que dans d'autres. La création d'un environnement propice à l'investissement privé passera par des progrès en termes d'infrastructure et d'éducation, par un renforcement de la gouvernance et des institutions, et par l'élargissement de l'accès au crédit (graphique 2.9).

Compte tenu de la détérioration de l'environnement extérieur et de l'émergence de tensions sociales, les autorités pourraient se montrer moins enclines à mener des réformes structurelles qui n'auront pas d'impact immédiat sur la croissance. Malgré tout, il est essentiel d'avancer dans les processus de réformes avant que les conditions ne se dégradent encore. Les divisions sociales vont continuer de s'accroître si

Graphique 2.9.

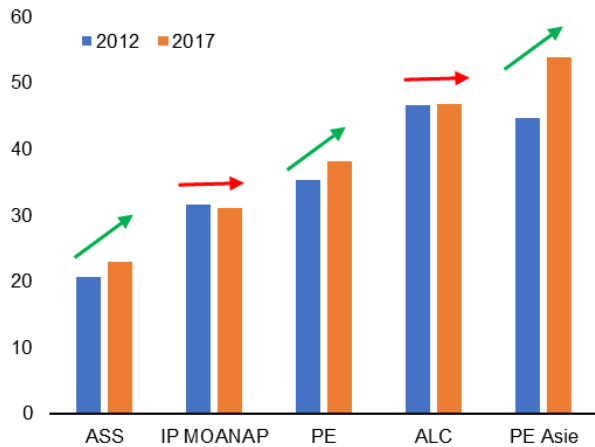
## Ratios d'investissement privé par régions (moyenne 2000-18, en pourcentage du PIB)



Sources : FMI, Perspectives de l'économie mondiale ; calculs services du FMI.

Note : PE Asie = pays émergents Asie ; PE Europe = pays émergents Europe ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; EP MOANAP = pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; ASS = Afrique subsaharienne.

Graphique 2.10.

**Crédit bancaire au secteur privé**  
(en pourcentage du PIB)

Sources : FMI, base de données des Statistiques financières internationales; calculs des services du FMI.

Note : PE = pays émergents ; PE Asie = pays émergents Asie ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique

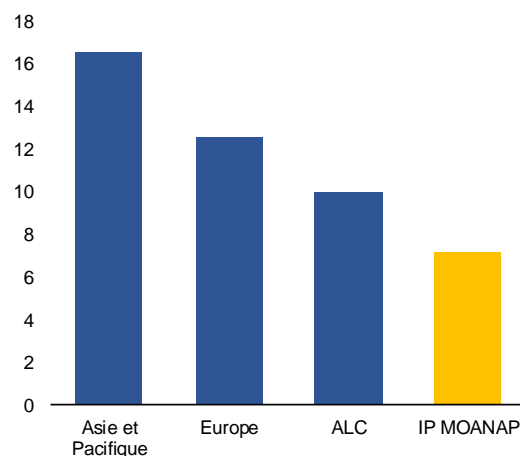
les difficultés à moyen terme ne sont pas traitées, ce qui augmentera le risque d'un ajustement désordonné.

- *Amélioration de l'accès au crédit* : Le crédit au secteur privé reste faible dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Il est notamment limité par un secteur bancaire sous-développé qui est incapable, dans de nombreux pays, de convertir l'épargne intérieure en investissement productif (graphique 2.10). Les banques ont tendance à servir en premier lieu les grandes entreprises à la réputation bien établie ; les PME, les prêts hypothécaires et les prêts à la consommation ne représentent qu'une petite part de leur activité (graphique 2.11). Cela s'explique en partie par des déficiences des cadres juridiques et institutionnels liés aux droits de propriété, à l'exécution des contrats, à l'information de crédit, aux procédures d'insolvabilité et à la mise en œuvre des garanties, qui dissuadent les banques d'octroyer des prêts dans ces secteurs. Dans de nombreux pays, les lourdeurs du processus d'enregistrement des biens fonciers restent un obstacle fondamental

au développement du marché hypothécaire. Un développement plus large du secteur financier soutiendrait l'investissement du secteur privé. L'amélioration de l'accès des PME au crédit encouragerait également ces dernières à intégrer le secteur formel, réduisant ainsi le volume de l'économie souterraine et contribuant à élargir la base d'imposition (voir Blancher *et al.*, 2019 ; Stepanyan *et al.*, à venir).

- *Amélioration du climat des affaires et de la gouvernance* : Plusieurs pays ont adopté des lois qui facilitent la création et l'exploitation d'entreprises (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie) (*Perspectives économiques régionales* d'octobre 2018). Par ailleurs, certains pays, conscients que la corruption peut porter préjudice au processus de réformes, au coût de la pratique des affaires et à l'investissement privé (FMI, 2017b), s'attachent à lutter contre ce problème par des réformes législatives (Afghanistan, Égypte, Mauritanie, Tunisie) (*Perspectives économiques régionales* d'octobre 2018). La réduction de la corruption se traduit par une

Graphique 2.11.

**Prêts aux PME en part du total des prêts bancaires par région, 2016**  
(en pourcentage)

Sources : FMI, étude sur l'accès aux services financiers ; calculs des services du FMI.

Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du North Afghanistan et Pakistan ; PME = petites et moyennes entreprises.



diminution des pertes de recettes, une plus grande efficacité des dépenses publiques et une amélioration de la qualité de l'éducation et des infrastructures publiques (voir le *Moniteur des finances publiques* d'avril 2019). Toutefois, il convient de déployer des efforts plus décisifs pour renforcer la bonne gouvernance et améliorer l'efficacité des cadres de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent dans la région.

- *Main-d'œuvre qualifiée et réformes des marchés du travail* : Les pénuries et les inadéquations de qualifications ainsi que l'inefficacité des marchés du travail nuisent fortement à la productivité et limitent la capacité des entreprises à se montrer concurrentielles et à créer des emplois. Les niveaux d'instruction et d'apprentissage dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP restent faibles par rapport à ceux d'autres pays émergents. Une amélioration de l'efficacité des dépenses d'éducation en vue de développer les compétences nécessaires à la main-d'œuvre permettrait de stimuler la productivité, mais aussi de générer une croissance plus inclusive et équitable. Par ailleurs, une réforme réglementaire visant à améliorer la flexibilité des marchés du travail peut dynamiser le secteur privé et faciliter son développement. Le coût de la main-d'œuvre doit également être ajusté (contributions des employés élevées en Jordanie, par exemple) afin d'améliorer la situation de l'emploi.
- *Réformes des marchés des produits et concurrence sur les marchés* : La création d'un climat des affaires plus concurrentiel dans lequel le rôle de l'État est amoindri améliorera la productivité totale des facteurs et orientera les capitaux vers des secteurs plus productifs. Les prix administrés, les subventions à l'électricité et aux combustibles (Jordanie, Liban, Soudan, Tunisie), et les entreprises publiques inefficaces (Pakistan, Tunisie) étouffent la concurrence et détournent les ressources au profit de domaines moins productifs.
- *Intégration régionale* : Une analyse du FMI indique que le renforcement de l'intégration dans les pays du Maghreb déboucherait sur un marché régional de près de 100 millions de personnes avec un revenu annuel moyen d'environ 4 000 dollars par habitant en termes nominaux (FMI, 2019). L'intégration du Maghreb pourrait contribuer à relever la croissance d'un point de pourcentage en moyenne dans chaque pays de la région sur le long terme.

## Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–20

(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne	2016	2017	2018	Projections	
	2000–15				2019	2020
<b>MOANAP<sup>1</sup></b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	5,2	2,2	1,8	1,5	3,2
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,7	2,3	3,1	2,3	2,7	3,3
Solde des transactions courantes	8,2	-3,9	-0,6	2,3	-0,9	-0,7
Solde budgétaire global	2,9	-9,5	-5,5	-3,1	-4,9	-4,0
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,5	5,1	7,0	9,6	9,5	9,0
<b>Exportateurs de pétrole de la région MOANAP</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	5,9	1,3	0,6	0,4	2,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,2	1,6	2,5	1,2	2,1	2,9
Solde des transactions courantes	11,6	-3,1	1,6	5,3	0,9	1,0
Solde budgétaire global	5,7	-10,4	-5,1	-1,9	-4,2	-3,1
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,9	4,0	3,6	9,2	9,0	8,8
<b>Exportateurs de pétrole de la région MOANAP, hors pays en conflit</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,2	5,3	1,0	0,4	0,0	2,0
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,9	2,3	2,7	0,9	1,7	2,6
Solde des transactions courantes	12,1	-2,5	1,5	5,5	1,7	1,6
Solde budgétaire global	6,2	-9,2	-4,9	-2,5	-4,0	-2,9
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,8	4,5	3,5	9,8	9,6	9,6
<b>Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	2,3	-0,3	2,0	2,1	2,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,7	1,9	1,9	2,3	2,9	3,3
Solde des transactions courantes	15,3	-2,8	2,5	7,3	3,9	3,4
Solde budgétaire global	8,6	-10,7	-5,5	-1,7	-3,1	-2,2
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	2,7	2,1	0,2	2,1	0,4	2,4
<b>Importateurs de pétrole de la région MOANAP</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,3	3,7	4,1	4,2	3,6	4,0
Solde des transactions courantes	-2,2	-5,6	-6,7	-6,5	-6,1	-5,3
Solde budgétaire global	-5,6	-7,2	-6,5	-6,7	-6,8	-6,5
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,0	7,5	14,4	10,4	10,5	9,5
<b>MOAN<sup>1</sup></b>						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	5,3	1,8	1,4	1,3	3,2
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,8	2,0	2,8	1,9	2,6	3,3
Solde des transactions courantes	8,8	-4,2	-0,3	3,1	-0,5	-0,4
Solde budgétaire global	3,6	-10,0	-5,5	-2,8	-4,7	-3,6
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,3	5,4	7,4	10,5	9,8	9,3
<b>Monde arabe</b>						
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	3,6	1,4	2,6	2,8	3,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,2	1,8	2,4	3,0	3,5	3,8
Solde des transactions courantes	9,8	-5,6	-1,0	2,9	-0,6	-0,4
Solde budgétaire global	4,0	-11,4	-6,2	-2,6	-4,8	-3,5
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	3,9	4,5	6,9	6,2	4,9	5,5

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Les données de 2011–20 excluent la République arabe syrienne.

Note : les données correspondent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'à 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays membres du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie.

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

**Bibliographie**

Blancher, N., M. Appendino, A. Bibolov, A. Fouejieu, J. Li, A. Ndoye, A. Panagiotakopoulou, W. Shi, and T. Sydorenko. 2019. “Financial Inclusion of Small and Medium-Sized Enterprises in the Middle East and Central Asia.” IMF Departmental Paper 19/02, International Monetary Fund, Washington, DC.

International Monetary Fund (IMF). 2017a. *Digital Revolutions in Public Finance*. Washington, D.C.

\_\_\_\_\_. 2017b. “The Role of the Fund in Governance Issues—Review of the Guidance Note—Preliminary Considerations.” Washington, D.C.

\_\_\_\_\_. 2019. “Economic Integration in the Maghreb: An Untapped Source of Growth” IMF Departmental Paper, Washington, DC.

Stepanyan, V., G. Abajyan, M. Alnasaa, and A. Ndoye., A. Forthcoming. “Enhancing the Role of SMEs in the Arab World: Some Key Considerations.” International Monetary Fund, Washington, DC.